



LE COÛT DU






COLLECTIF RACISME



Impératif moral, la lutte contre le racisme systémique peut aussi rendre les économies plus fortes

Joseph Losavio




George Floyd, Breonna Taylor, Ahmaud Arbery. Trois Noirs américains tués dans des circonstances qui ont rappelé au monde que le racisme systémique est encore une réalité aux États-Unis. Bien qu'elles aient été déclenchées par ces décès, les manifestations qui ont suivi au début de l'été exprimaient une colère et un désespoir plus profonds face au racisme qui gangrène le pays depuis sa fondation.

Tandis que les manifestations de solidarité avec les Noirs américains gagnaient le monde entier, beaucoup ont commencé à protester contre l'injustice raciale dans leur propre pays. Adama Traoré, João Pedro Matos Pinto, David Dungay, Jr., des noms différents venant de pays différents, mais tous des victimes dont le décès a contraint à réexaminer la présence mondiale du racisme systémique et fait sortir les manifestants dans la rue pour exiger mieux.

Exiger la fin du racisme, et une cure pour son héritage, n'est pas seulement moralement juste, c'est aussi donner une impulsion au développement économique. Le déni continu du racisme et le refus de le confronter engendreront un monde moins dynamique, moins soudé, moins prospère.

Naissance d'une nation



Nation multiraciale depuis son indépendance, les États-Unis peinent à surmonter ce que beaucoup appellent son « péché originel » — l'esclavage — et la discrimination en droit et en fait qui a suivi son abolition. Le racisme systémique continue de ronger les États-Unis, et les Noirs américains sont les premières victimes de son héritage.

Le racisme dans les commissariats de police américains est un problème profondément enraciné. Selon l'analyse de *The Washington Post* et *The Guardian*, les Noirs américains ont deux fois plus de risques que les Blancs d'être tués par la police alors qu'ils ne sont pas armés. Bien que cette forme de racisme systémique soit l'une des plus connues, le problème est bien plus profond.

Le racisme est endémique dans le domaine médical, par exemple — en 2016, l'Académie nationale des sciences américaine a constaté que 29 % des étudiants en médecine blancs de



première année pensaient que le sang des Noirs coagule plus vite que celui des Blancs, et 21 % pensaient que les Noirs ont un système immunitaire plus fort. Ces erreurs sont souvent à l'origine de soins préventifs insuffisants et de traitements de qualité inférieure, avec à la clé de moins bons résultats en matière de santé pour les Noirs que pour les Blancs. Une étude publiée par l'American Heart Association a constaté que des notions médicales racistes expliquent en partie le fait que les femmes noires en Amérique ont un risque de mourir d'une maladie cardiaque supérieur d'un tiers à celui des femmes blanches.

Le racisme freine le progrès économique des Noirs depuis des décennies. Les bénéfices du *G.I. Bill* de l'après-Deuxième Guerre mondiale, qui a nourri la croissance de la classe moyenne américaine, ont été largement refusés aux Noirs sur l'insistance des membres sudistes blancs du Congrès, déterminés à faire appliquer la ségrégation raciale — héros de guerre ou non. Le « redlining », une politique de la Federal Housing Administration qui refusait de garantir les prêts immobiliers dans les quartiers noirs, a exclu les Noirs américains d'un des moyens les plus courants de constituer un patrimoine, la propriété immobilière. Ces facteurs ont tous joué un rôle dans l'écart de richesse persistant entre les Noirs et les Blancs. Selon un rapport de 2019 de l'institut McKinsey, le patrimoine des familles noires médianes est dix fois inférieur à celui des familles blanches médianes.

Liberté, égalité, fraternité : pour qui ?

De nombreux autres pays, comme la France, connaissent un racisme tout aussi profond, alors même que leur mythologie nationale prétend que leur société est résolument aveugle à la race. L'État refuse d'établir des statistiques sur la religion, l'origine ethnique ou la couleur de la peau dans ses recensements. Cette vision universaliste masque un racisme moderne résultant d'atrocités historiques. Comme de nombreux pays d'Europe, le rôle de la France dans la perpétuation de l'esclavage colonial basé sur la race aux Amériques est souvent mal compris, amenant à penser que le racisme est un problème du Nouveau Monde, pas de l'Ancien.

Comme Maboula Soumahoro, spécialiste des études de la diaspora africaine à l'université de Tours, l'a déclaré à France 24, « puisque le racisme était illégal en métropole, les Français ont l'impression que cette histoire hyper-racialisée qui caractérise l'époque moderne ne concerne que les Amériques », ajoutant que « la France n'est pas aveugle à la race, elle se pense aveugle à la race ». En raison de ce refus de voir la race, et de la politique officielle qui en découle, le pays n'est pas prêt à s'attaquer au racisme systémique.

Le travail de la police en France est peut-être moins meurtrier qu'aux États-Unis, mais la violence et la discrimination sont bien plus ciblées sur les minorités raciales que sur les Français blancs. En effet, les hommes jeunes perçus comme noirs ou arabes ont vingt fois plus de risques de subir un contrôle d'identité, tandis que 20 % des jeunes Français noirs ou arabes rapportent avoir été victimes de brutalités dans leurs tout derniers échanges avec la police — un chiffre bien supérieur aux 8 % rapportés par leurs homologues blancs.

Mais, comme aux États-Unis, ce racisme systémique va bien au-delà du traitement policier. Dans un pays où la religion est souvent fortement corrélée à la race, les hommes perçus comme musulmans par les employeurs ont jusqu'à quatre fois moins de chances d'obtenir un entretien d'embauche que les candidats perçus comme chrétiens, selon l'Institut Montaigne (Valfort, 2015). Une étude de 2018 de l'université Paris-Est Créteil a constaté que les candidats à un poste dont le nom a une consonance arabe obtiennent 25 % de moins de réponses que ceux dont le nom a une consonance française.

Démocratie raciale — ou raciste ?

Les vues du Brésil sur le racisme sont elles aussi profondément ancrées dans l'image que le pays a de lui-même. Beaucoup voient le pays comme une « démocratie raciale » — qui découle de la croyance que le Brésil est directement passé de l'abolition de l'esclavage en 1888 (le dernier pays de l'hémisphère occidental à le faire) à une démocratie participative, multiraciale, qui évite les discriminations inscrites dans la loi de pays comme les États-Unis et l'Afrique du Sud. Dans l'esprit de nombreux Brésiliens, il n'y a ni racisme ni discrimination au Brésil — après tout, le Brésil n'a jamais adopté de loi comme les lois de ségrégation Jim Crow ou l'apartheid, alors comment pourrait-il être réellement raciste ?

Pourtant, dans un pays où les individus de descendance africaine partielle ou totale sont majoritaires, les Noirs au Brésil sont loin derrière les Blancs dans les grands indicateurs de qualité de vie. Le niveau d'études des Brésiliens noirs est très inférieur à celui des Blancs. Ainsi, par exemple, en 2012, moins de 13 % des Afro-brésiliens de plus de 16 ans avaient suivi un enseignement post-secondaire, soit 15 points de moins que les Blancs (Pereira, 2016).

Certains attribuent ces phénomènes aux différences de classe, pas à la race ; pourtant, une étude a constaté que, parmi les jumeaux brésiliens d'un même foyer où l'un était considéré comme blanc et l'autre comme non blanc, le jumeau non blanc avait un handicap distinctif en matière de niveau d'études, en particulier s'il était de sexe masculin (Marteleto et Dondero, 2016).

Une société moins raciste peut être une société économiquement plus forte.

Les Brésiliens noirs sont eux aussi les premières victimes de la violence des forces de l'ordre. En 2018, la police a tué 6 220 personnes au Brésil, et, bien que les Noirs représentent à peu près la moitié de la population nationale, 75 % de ces victimes étaient noires (Sakamoto, 2019).

Ces facteurs systémiques ont de très larges conséquences socioéconomiques. D'après une étude menée en 2019 par l'Institut brésilien de géographie et de statistiques, le revenu moyen des travailleurs blancs était 74 % plus élevé que celui des travailleurs noirs et métis — un écart qui reste stable depuis des années. Même à niveau d'instruction égal, les hommes afro-brésiliens ne gagnent que 70 % du revenu des hommes blancs, et les femmes afro-brésiliennes seulement 41 %.

Coûts économiques

Le racisme systémique est un problème mondial. C'est une réalité, et c'est un solide argument moral pour s'y attaquer, mais la dimension économique plus générale est un facteur souvent négligé dans cette conversation critique. En effet, parce qu'il empêche les individus d'exploiter leur potentiel économique, le racisme systémique a de lourds coûts économiques. Une société moins raciste peut être une société économiquement plus forte.

Ainsi, l'écart prévisionnel de richesse entre les Américains blancs et noirs devrait coûter à l'économie américaine entre 1 000 milliards de dollars et 1 500 milliards de dollars en consommation et investissement perdus entre 2019 et 2028, ce qui représente une perte prévisionnelle de PIB de 4 à 6 % en 2028 (Noel *et al.*, 2019).

Ou prenons la France, dont le PIB pourrait progresser de 1,5 % dans les vingt prochaines années — une prime économique de 3,6 milliards de dollars — si elle réduisait les écarts raciaux dans l'accès à l'emploi, les heures de travail et l'éducation (Bon-Maury *et al.*, 2016). Quant au Brésil, il perd de vastes sommes en consommation et investissements potentiels en raison de ses communautés marginalisées.

Un fléau mondial

Bien sûr, ces trois pays ne sont pas les seuls à connaître le racisme, ses effets économiques et sociaux délétères et la nécessité d'une reconnaissance plus générale de son existence.

Ainsi, dans un sondage réalisé auprès des Australiens dans le sillage des manifestations de soutien à

George Floyd, 78 % des personnes interrogées ont déclaré que les autorités américaines ne veulent pas s'attaquer au racisme. Seulement 30 % pensaient qu'il y avait un racisme institutionnel au sein de la police australienne. Or ces vues contredisent, notamment, l'expérience de nombreux Australiens indigènes et les 44,9 milliards de dollars australiens que le racisme a coûté à l'Australie entre 2001 et 2011 selon l'estimation de l'Institut Alfred Deakin.

Pendant ce temps, divers incidents racistes en Chine visant des immigrants africains mettent en péril les lucratives relations sino-africaines dans le domaine du commerce et de l'investissement. Selon Yaqiu Wang, chercheur à Human Rights Watch, il s'agit encore d'un cas de déni de discrimination, dans lequel « les autorités chinoises prétendent avoir une « tolérance zéro » pour la discrimination, alors que ce qu'elles font aux Africains à Guangzhou est un cas d'école ».

La lutte contre le racisme ne doit pas viser seulement le développement économique. C'est une dette que les pays ont à l'égard de leurs citoyens. Cependant, le monde doit comprendre que l'engagement à respecter les droits de l'homme et l'équité raciale ne doit pas être une déclaration de principe passive. Ce doit être un appel à l'action, soutenu par des mesures actives pour reconnaître, comprendre, mesurer et éradiquer le racisme systémique. Le monde est à la croisée des chemins, et il incombe à nos dirigeants de choisir la bonne voie. À défaut, le racisme restera un coût pour nous tous. **FD**

JOSEPH LOSAVIO est spécialiste des villes, des infrastructures et des services urbains au Forum économique mondial.

Bibliographie :

- Bon-Maury, Gilles, Catherine Bruneau, Clément Dherbécourt, Adama Diallo, Jean Flamand, Christel Gilles, and Alain Trannoy. 2016. "The Economic Cost of Discrimination." France Stratégie report, Paris.
- Marteleto, Leticia J., and Molly Dondero. 2016. "Racial Inequality in Education in Brazil: A Twins Fixed-Effects Approach." *Demography* 53 (4): 1185–205.
- Noel, Nick, Duwain Pinder, Shelley Stewart, and Jason Wright. 2019. "The Economic Impact of Closing the Racial Wealth Gap." McKinsey and Company report, New York.
- Pereira, Claudiney. 2016. "Ethno-Racial Poverty and Income Inequality in Brazil." CEQ Institute Working Paper 60, Tulane University, New Orleans.
- Sakamoto, Leonardo. 2019. "More than 75 Percent of Those Killed by Police in 2017 and 2018 Were Black." UOL blog, Sept. 10.
- Valfort, Marie-Anne. 2015. "Religious Discrimination in Hiring: A Reality." Institut Montaigne report, Paris.